



## Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

#### Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

## Ressources - Conditions d'attribution d'un véhicule de service avec remisage à domicile aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole - Règlements d'usage - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

En application des dispositions de l'article L 5211-13-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante peut autoriser la mise à disposition de véhicules de service en faveur des agents lorsque l'exécution de leurs missions le justifie.

Dans le cadre de leur contrôle de bonne gestion, les chambres régionales des comptes et les URSSAF sont particulièrement vigilantes sur les conditions d'usage des véhicules de service et les dispositifs de remisage à domicile instaurés par les collectivités ; elles imposent régulièrement à celles-ci de se remettre en conformité avec la réglementation sur ces sujets. Au regard de cette réglementation, la collectivité définit librement, par délibération, les conditions d'utilisation de ses véhicules ; cette utilisation doit répondre aux besoins exclusifs du service, sur les heures et les jours de travail, et ne peut en aucun cas faire l'objet d'un usage à des fins personnelles.

Toutefois, par exception et pour des raisons de facilités d'organisation des missions d'un service, certains agents peuvent être autorisés à remiser, de manière ponctuelle ou permanente, un véhicule de service à leur domicile. En dehors des temps de travail, l'utilisation d'un véhicule de service avec autorisation de remisage est alors strictement limitée aux trajets domicile/travail, trajets considérés comme le prolongement des déplacements professionnels, et est exclusive de toute autre forme d'utilisation privative.

L'utilisation privative du véhicule de service, mis à disposition de façon permanente par l'employeur, pour les seuls trajets domicile/travail, permet à l'agent de réaliser une économie de dépense personnelle, ce qui constitue un avantage en nature. Une contribution doit alors être versée par l'agent.

Certains agents de la Métropole peuvent ainsi bénéficier d'une autorisation de remisage à domicile permanent d'un véhicule de service ; cette autorisation est accordée pour stricte nécessité de service selon des critères d'attribution objectifs, et avec une contribution financière calculée en fonction de la distance entre le domicile et le lieu de travail de l'agent concerné. L'autorisation accordée est révocable à tout moment, en fonction de l'évolution des nécessités de service, des missions et affectation de l'agent et en cas de non-respect des dispositions du règlement d'usage.

Dans ce cadre, il est proposé de fixer d'une part les modalités d'attribution d'un véhicule avec la définition de critères, d'autre part le montant de la participation financière du remisage à domicile, enfin les conditions d'usage des véhicules avec remisage :

### 1- Les conditions d'attribution :

**Critère 1** : « *L'agent supervise sur le territoire des équipes, des équipements, chantiers ou projets ou assure des fonctions de représentation de la Collectivité, qui l'amènent au minimum 3 jours par semaine, à prendre (matin) ou quitter (soir) ses fonctions, directement et en dehors des plages fixes ou horaires normaux de prise ou fin de service, sur ou à partir d'un lieu autre que son lieu de rattachement professionnel* ».

Pour ce critère, il convient de préciser :

- Qu'aucun remisage ne sera accordé aux agents dont la distance quotidienne entre le lieu d'affectation professionnelle et le domicile est inférieure à 6 kms aller/retour ou supérieure à 125 kms aller/retour ;
- Que la règle de 3 jours minimum par semaine s'appliquera invariablement que l'agent soit en télétravail régulier ou non.

**Critère 2 :** « *Sur proposition et validation conjointes entre le pôle Ressources humaines et le pôle concerné, certains postes très spécifiques pourront, par exception, ouvrir droit à une autorisation de remisage à domicile au regard des interventions/mobilisations que leurs missions induisent à toute heure en dehors des horaires de service, ce de manière imprévisible ou récurrente et en dehors de tout dispositif d'astreinte* ».

Pour ce critère, il est décidé :

- De conserver le principe de la distance maximum (pas de remisage au-delà de 125 kms aller/retour quotidiens entre domicile et lieu d'affectation professionnelle) ;
- D'ouvrir la possibilité de supprimer la règle des 6 kms minimum, sur proposition de la hiérarchie de l'agent, validée conjointement par le pôle Moyens généraux et le pôle Ressources humaines et avec application d'une refacturation à hauteur du forfait mensuel de 40 €.

Le dispositif de droit du remisage s'appuie, dans tous les cas, sur les véhicules de pool, sauf cas particuliers qui pourraient donner lieu à des véhicules attitrés ; il est par ailleurs réservé aux seuls agents sur postes permanents et sera mentionné sur les fiches de poste concernées.

## **2- Participation financière des agents**

Le calcul est systématiquement basé sur la distance domicile-travail de l'agent, qui se définit à l'aide d'une application numérique unique, en choisissant le trajet le plus court arrondi au kilomètre entier le plus proche, entre l'adresse du domicile et l'adresse du lieu de travail de l'agent.

Il est proposé d'instaurer un montant mensuel proportionnel au kilométrage aller-retour domicile-travail réalisé par l'agent, qui se calcule en additionnant :

- Un montant forfaitaire mensuel de 40 € pour un kilométrage aller-retour domicile-travail compris entre 6 et 25 kilomètres ;
- Majoré, à partir du 26<sup>ème</sup> kilomètre sur ce même kilométrage aller-retour domicile-travail, d'un montant mensuel à hauteur de 1,10 € du kilomètre.

Tranches kilomètres	Montant mensuel maximum en €
6 à 25	40 (forfaitaire)
26 à 50	67,5
51 à 100	122,5
101 à 125	150

Le remisage ponctuel est autorisé lors des astreintes ou en raison d'événements particuliers et exceptionnels. Dans ce cas, il n'y aura pas de participation financière de l'agent.

Toute modification des éléments constitutifs du dispositif de remisage ci-dessus décrits, dont notamment les planchers et plafonds kilométriques appliqués, s'opèrera après avis consultatif du Comité Social Territorial.

## **3- Conditions d'usage des véhicules avec remisage**

Un règlement d'usage des véhicules de service avec remisage précisant les conditions d'usage de ces derniers est également soumis à l'approbation du Conseil de métropole. L'agent bénéficiaire d'un remisage ponctuel ou permanent s'engage formellement à en respecter les dispositions ; le non-respect des dispositions de ce règlement est passible de sanctions disciplinaires.

Le nouveau dispositif d'autorisation de remisage à domicile sera applicable au 1<sup>er</sup> avril 2024.

Pour les agents bénéficiant actuellement d'une autorisation de remisage à domicile permanent d'un véhicule de service mais qui ne rempliraient plus les critères d'attribution du nouveau dispositif, il est proposé de maintenir ce remisage jusqu'au 1er septembre 2024 moyennant le versement d'une contribution, du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 août 2024, selon la grille suivante :

- Pour les agents concernés dont la distance domicile / travail serait comprise entre 0 et 25 kms aller/retour, le montant mensuel forfaitaire de 40 € leur sera appliqué ;
- Pour les agents concernés dont la distance domicile / travail serait supérieure à 25 kms aller/retour, la refacturation sera égale à un montant mensuel forfaitaire de 40 €, majoré à raison de 1,1 € mensuel du km à partir du 26ème kilomètre sur la distance aller-retour domicile-travail, sans plafonnement.

### **Rappel des conditions d'utilisation d'un véhicule de service avec autorisation de remisage à domicile :**

Les déplacements autorisés sont les seuls déplacements professionnels pendant les heures et les jours de travail et les seuls trajets domicile - travail effectués par l'itinéraire le plus court.

Tout autre usage privatif du véhicule est strictement interdit. Celui-ci ne doit, en aucun cas, faire l'objet d'un usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-ends, vacances, dépose des enfants ...) pendant et hors des horaires de travail. Le transport de personnes étrangères à la Collectivité n'est pas autorisé.

### **Conditions d'utilisation d'un véhicule de service avec remisage à domicile dans le cadre d'une période d'astreinte :**

Si le dispositif d'astreinte le prévoit, l'agent d'astreinte peut être autorisé à remiser un véhicule de service à son domicile pendant la période d'astreinte.

Afin de concilier nécessités de service et vie personnelle des agents pendant les périodes d'astreinte, il convient de poser les principes généraux qui suivent :

- L'usage privatif d'un véhicule d'astreinte est autorisé pendant les périodes d'astreinte, pour les seuls déplacements liés aux nécessités du quotidien, et n'est pas autorisé dans le cadre de déplacements relevant de la sphère des loisirs ;
- Par ailleurs, compte tenu des impératifs de réactivité des agents en périodes d'astreinte, les déplacements devront être limités dans l'espace et dans le temps.

De façon plus générale, il est demandé aux agents en position d'astreinte de faire preuve de discernement dans l'utilisation personnelle d'un véhicule d'astreinte, vis-à-vis de situations qui pourraient prêter à interprétation d'un usage inadapté de véhicules professionnels. Tout usage abusif sera sanctionné.

### **Remisage à domicile exceptionnel d'un véhicule de service**

Lorsqu'un agent est exceptionnellement amené, pour nécessités de service, à prendre ou à quitter ses fonctions en dehors de son lieu de travail et en dehors des plages fixes ou horaires normaux de prise ou fin de service, un remisage à domicile d'un véhicule de service peut être exceptionnellement accordé.

Les événements exceptionnels pouvant justifier une autorisation ponctuelle de remisage à domicile d'un véhicule de service sont les suivants :

- Manifestations culturelles, traditionnelles, sportives et commerciales majeures ;
- Organisation d'événements protocolaires ;
- Contribution aux réunions institutionnelles organisées sur le territoire des communes de la Métropole ;
- Gestion des intempéries ou catastrophes naturelles.

Lors de ces événements exceptionnels, les missions pouvant plus particulièrement être concernées sont les suivantes :

- Veille technique, maintenance technique ;
- Intervention sur l'espace public ;
- Sécurité des biens et des personnes ;
- Accueil du public ;
- Installation et démontage de structure, barrières ;
- Coordination des différentes actions des services techniques ainsi que des prestataires ;
- Missions nécessitant une expertise, une compétence technique ou une habilitation particulière notamment CACES, permis poids lourds, habilitation électrique.

En règle générale, la durée d'un remisage à domicile exceptionnel d'un véhicule de service ne devra pas excéder 24 heures.

L'agent concerné devra préalablement formuler, au minimum 48 heures à l'avance, une demande argumentée d'autorisation exceptionnelle de remisage à domicile d'un véhicule de service auprès de son chef de service (si la demande émane d'un chef de service ou d'un directeur, la demande sera formulée auprès du n+1).

Si le véhicule est affecté au sein d'un service, le véhicule sera identifié au sein de la demande (marque, modèle, immatriculation, code parc).

Si le véhicule est prélevé dans l'un des pools de véhicules mutualisés de la Collectivité, l'unité des pools devra impérativement être informée en amont.

Le remisage à domicile exceptionnel du véhicule sera accordé après validation expresse du chef de service (ou du n+1 pour un chef de service ou un directeur).

La demande et la validation de la demande devront être formulées sous forme écrite, en priorité via un applicatif dédié et mis à disposition par l'administration, ou à défaut par mail (avec copie à l'unité des pools si le véhicule est prélevé dans un pool de véhicules mutualisés).

Dans le cas de manifestations ou de missions longues, l'autorisation de remisage à domicile exceptionnel d'un véhicule pourra durer au maximum une semaine, et devra être renouvelée au besoin.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les conditions d'attribution permanente et ponctuelle d'un véhicule de service avec remisage à domicile, le dispositif de contribution financière des agents et les conditions d'usage des véhicules avec remisage ;
- D'approuver les termes du règlement d'usage des véhicules de service avec remisage précisant les conditions d'usage de ces derniers ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-253891-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Règlement d'usage\_remisage à domicile 2024\_Métropole.docx
- Règlement d'usage transitoire\_remisage à domicile 2024\_Métropole.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.